

NÉGATIONNISME

La France malade de son passé algérien



Le FLN algérien a ressenti comme une provocation la nomination de Philippe Douste-Blazy au ministère français des Affaires étrangères. En effet, celui-ci est le co-auteur d'une récente loi réhabilitant la colonisation de l'Algérie. Depuis six ans que les Français tentent de réviser leur souvenir de cette période, ils multiplient les gestes contradictoires sans parvenir à admettre l'ampleur des crimes commis. Cependant, la réconciliation entre les deux rives de la Méditerranée passe d'abord par la réconciliation des Français avec leur histoire.

page 2

Après le TCE, le recours Sarkozy

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

William Kristol se réjouit du double refus du Traité constitutionnel européen. Il livre la vision néoconservatrice du débat pré-référendaire. En votant non, Français et Néerlandais auraient voté contre l'État providence, les mauvaises politiques d'immigration et l'antiaméricanisme. Pour répondre aux attentes des électeurs, il faudrait donc un homme : Nicolas Sarkozy ! Une conclusion similaire à celles de David Ignatius et Jean-Marie Colombani.

page 6

REPÈRE : 13 JUIN 1900

La révolte des Boxers

Initiée par la société secrète Yi Ho Tuan (« la société des poings justes et harmonieux »), la révolte dite des « boxers » a pour but de rendre le trône impérial à un empereur chinois et de chasser les Occidentaux. Planifiée par l'impératrice Tseu Hi, l'insurrection anti-coloniale est d'une violence inouïe. Les légations de Pékin sont prises d'assauts, les chrétiens et prêtres chinois sont massacrés. La contre-offensive du corps expéditionnaire international du général Von Waldersee sera plus meurtrière encore. L'écrivain français Pierre Loti en fera le thème de son roman, *Les Derniers jours de Pékin*. Au finale, ce sont des dizaines de millions de Chinois qui périront dans ces années de troubles. Les troupes étrangères s'installent durablement en Chine, tandis que le pays est contraint au paiement de lourdes indemnités. ■

Éloge du révisionnisme : un historien récompensé



page 18

Négationnisme

La France malade de son passé algérien

Le FLN algérien a ressenti comme une provocation la nomination de Philippe Douste-Blazy au ministère français des Affaires étrangères. En effet, celui-ci est le co-auteur d'une récente loi réhabilitant la colonisation de l'Algérie. Depuis six ans que les Français tentent de réviser leur souvenir de cette période, ils multiplient les gestes contradictoires sans parvenir à admettre l'ampleur des crimes commis. Cependant, la réconciliation entre les deux rives de la Méditerranée passe d'abord par la réconciliation des Français avec leur histoire.



La France n'en finit pas d'être malade de l'Algérie. Les gestes de réconciliation entre les deux rives de la Méditerranée s'entrechoquent avec des paroles blessantes. Dernier avatar en date : dans la loi française du 23 février 2005 portant « reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés », qui avait été conçue par Michèle Alliot-Marie comme ultime étape d'un « devoir de mémoire et de vérité », a été inséré un amendement qui a suscité la colère des historiens français, puis celle du parti majoritaire en Algérie.

Le 7 juin 2005, le FLN a publié un communiqué signé par son secrétaire général, Abdelaziz Belkhadem, par ailleurs représentant personnel du

président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika. On peut y lire que le parti « *s'élève contre cette loi qui consacre une vision rétrograde de l'Histoire et condamne, avec la plus grande fermeté, cette volonté de justification de la barbarie du fait colonial en gommant les actes les plus odieux tels que les exterminations de populations et tribus, les enfumades collectives, les déportations massives de populations entières déplacées et réduites en esclavage, les massacres du 8 mai 1945, la répression des manifestations d'octobre 1961, les crimes impunis de l'OAS et, d'une manière générale, toutes les exactions commises contre les populations civiles innocentes* ».

Comment et pourquoi a-t-on pu passer du projet de traité d'amitié entre les deux pays, dont les principes ont été posés lors de la visite de Jacques Chirac en Algérie, en mars 2003, et qui devait être prochainement signé, à cette exaspération ?

À ce stade de notre article, il importe de rappeler notre méthode pour dissiper toute ambiguïté sur notre démarche. Nous cherchons simplement à comprendre le monde qui nous entoure. Nous distinguons donc par principe l'étude des faits et des comportements, leur analyse clinique la plus neutre possible, des jugements moraux que l'on peut émettre à leur sujet en fonction de sa situation particulière et de la morale que l'on professe.

La mémoire n'est revenue que lentement aux Français. Il aura fallu attendre le procès de Maurice Papon pour entendre parler du massacre commis à Paris en octobre 1961. Il aura fallu attendre la loi du 18 octobre 1999 pour que les autorités françaises acceptent de qualifier les « *événements d'Algérie* » de « *guerre d'Algérie* ».

Premier chef d'État algérien à être reçu à l'Assemblée nationale française, Abdelaziz Bouteflika déclarait, le 14 juin 2000 : « *De vénérables institutions, comme l'Église, des États aussi vieux que le vôtre, Monsieur le président, n'hésitent pas, aujourd'hui, à confesser les erreurs, et parfois les crimes les plus iniques, qui ont, à un moment ou à un autre, terni leur passé. De Galileo Galilei à la Shoah, qui fit vaciller sur ses bases la condition humaine, toutes ces mises à plat de l'histoire sont une contribution inappréciable à l'éthique de notre temps (...) Elles gagneraient certainement à être poursuivies et étendues à d'autres contextes. Le fait colonial, notamment, ne saurait être ignoré. Que vous sortiez des oubliettes du non-dit la guerre d'Algérie, en la désignant par son nom, ou que vos institutions éducatives s'efforcent de rectifier, dans les manuels scolaires, l'image parfois déformée de certains épisodes de la colonisation, représente un pas encourageant dans l'œuvre de vérité que vous avez entreprise, pour le plus grand bien de la connaissance historique et de la cause de l'équité entre les hommes* ».

Lorsque, deux jours plus tard, le même président Bouteflika explicita sa vision du passé, son message fut rejeté. Il justifiait le maintien du bannissement des harkis, c'est-à-dire des troupes supplétives algériennes qui combattirent pour l'Algérie française, en les comparant à des « *collaborateurs* ».

Le président Chirac, qui œuvre aujourd'hui à une reconnaissance lucide du passé, avait suivi l'esprit du temps, lorsqu'il avait réagi en avril 2001 à la

publication des mémoires du général Aussaresses. Dans son ouvrage *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, Paul Aussaresses décrivait la pratique de la torture et revendiquait ses responsabilités. Il affirmait avoir agi sur ordres et s'être accompli de sa tâche avec succès. Il déclarait regretter que de telles circonstances puissent exister, mais pas d'avoir obéi aux ordres reçus. Il avait alors été publiquement condamné par le chef des armées qui ne pouvait accepter qu'un officier supérieur donne un tel exemple alors que le nouveau Code des armées fait obligation aux militaires non seulement de refuser de tels ordres, mais d'arrêter ceux qui les donnent ou s'en rendent complices. Aussi se vit-il interdire de continuer à arborer ses insignes de commandeur de la Légion d'honneur, avant d'être condamné par les tribunaux pour apologie de crimes de guerre. Or ces sanctions, tant qu'elles auront cours, interdisent toute vision d'ensemble de cette période et toute compréhension des événements. Observons que le tollé provoqué en France n'a pas eu d'équivalent en Algérie. Dans un entretien accordé à Jean-Pierre Elkabbach pour la télévision Public Sénat, le président Bouteflika, loin de s'offusquer du témoignage de Paul Aussaresses, déclara sobrement que la général avait « *fait son devoir d'officier dans l'honneur* ».

Un ouvrage sur les crimes français est donc considéré comme un document historique en Algérie et comme une obscénité en France. Paradoxalement, les décisions des tribunaux français, qui expriment à leur manière un remords collectif, sont considérées comme du négationisme par les victimes algériennes. On retrouve-là la même contradiction qu'à propos des harkis. Il est insupportable aux Français qu'ils soient assimilés à des « *collabos* », alors que les Algériens n'ont pas de difficulté à considérer qu'ils soient du point de vue français de « *fidèles serviteurs de la nation* ».

Dans la foulée de l'inauguration du Mémorial national de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie, le 5 décembre 2002, le président Chirac a souhaité édifier une fondation pour les harkis. S'engouffrant dans cette brèche, deux députés de l'époque, Jean Leonetti et Philippe Douste-Blazy, ont voulu faire reconnaître par la République « *l'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française* » [1]. Une formulation qui revient purement et simplement à juger positive la sanglante colonisation de l'Algérie et qui, à la faveur des travaux parlementaires, fut insérée à la demande de l'UDF dans la loi du 23 février 2005 dont l'objet initial était de reconnaître enfin la contribution des harkis et de les indemniser. Il fut même fait obligation d'enseigner à l'école cette « *œuvre positive* ».

En outre, les mêmes parlementaires firent adopter un autre amendement pénalisant les insultes envers les harkis, c'est-à-dire interdisant a posteriori la comparaison avec les « *collaborateurs* » que le président Bouteflika avait employé quelques années plus tôt.

Ainsi, la France, qui ne supporte pas d'entendre le témoignage des crimes qu'elle a ordonnés, dénie maintenant qu'ils aient existés. Ce comportement régressif ne pouvait que décevoir les Algériens, d'autant que la composition du nouveau gouvernement français ne peut les rassurer. L'actuel Premier ministre, Dominique de Villepin, a notamment encouragé les éditions Plon/Perrin avant la sortie du livre du général Aussaresses pour mieux faire volte-face et le condamner lors de sa parution : son impatience à clarifier les choses s'était

heurtée à l'aveuglement de sa propre majorité. Quant au ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, il est le co-auteur de la réhabilitation de la colonisation. Il faudra beaucoup de temps encore pour cicatriser les blessures.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Proposition de loi n°667, enregistrée à l'Assemblée nationale le 5 mars 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Après le TCE, le recours Sarkozy

Analyse

Les analyses du double refus français et hollandais au Traité constitutionnel européen (TCE) se poursuivent dans la presse. Comme toujours, ce sont les partisans du traité qui monopolisent largement le droit au commentaire. Ils imposent avec assurance une interprétation du scrutin que tout semble démentir.

Comme nous l'avions vu dans notre édition du 7 juin, une partie des cercles atlantistes et néo-libéraux ayant défendu le texte s'est plu à stigmatiser les Français en qualifiant leur vote de repli identitaire et xénophobe. Dans le même temps, ils appelaient de leur vœux une nouvelle politique dont le maître d'œuvre devait être Nicolas Sarkozy. En s'appuyant sur cette lecture des opinions exprimées le 29 mai par les électeurs français, le ministre français de l'Intérieur et président de l'UMP est en train de relancer le débat sur le rapport entre immigration et chômage en France. Il peut ainsi donner l'impression de répondre à la peur du travailleur étranger qui aurait conduit au « non » au TCE, selon les médias dominants. Il place également au centre de l'agenda médiatique une question qui le valorise par rapport à ses adversaires compte tenu de ses fonctions. Ce faisant, il chasse sur les terres de M. Le Pen, pour qui le refus de l'immigration est un fonds de commerce, mais en en modifiant le sens. Pour le Front national, dénoncer l'immigration, c'était dénoncer l'arrivée en France d'Algériens qui avaient expulsé les colons français lors de l'indépendance de l'Algérie. Le développement de l'extrême droite française était la conséquence d'une décolonisation ratée, encore plus mal assumée par la classe dirigeante que la colonisation elle-même. La récupération de ce thème par M. Sarkozy vise, fort différemment, à importer le « choc des civilisation », ainsi qu'il a commencé à le faire en relançant le débat « à propos » du voile en avril 2003. Sa logique n'est pas tournée contre les populations issues de la

colonisation, mais contre les populations musulmanes ; elle n'est pas l'expression des laissés pour compte d'un traumatisme collectif, mais l'instillation d'une peur imaginaire pour façonner une société.

Cette image d'un vote « non » français frileux et xénophobe se retrouve sous la plume de Jiri Pehe, ancien conseiller de Vaclav Havel et chercheur à la Freedom House, dans *Le Figaro*. Selon lui, en refusant ce texte, la France aurait commis une erreur comparable à la signature du traité de Versailles ou des accords de Munich ! Elle se serait détournée par frilosité et mépris de l'Europe d'une chance d'assurer la paix dans le continent. Qui sait si demain, l'Allemagne, se sentant trahie, ne retrouvera pas ses ambitions expansionnistes vers l'Europe centrale ?

Dans *Die Tageszeitung*, Aleksander Smolar, président de la Fondation Stefan Batory (l'antenne polonaise de la Fondation Soros), estime que les Français ont refusé ce texte car ils le jugeaient trop libéral et les Néerlandais car il ne le trouvaient pas assez libéral. Ce qui est sûr, martèle-t-il, c'est que les deux populations ont exprimé leur crainte de l'immigration. Estimant que le terme de « Constitution » était également mal trouvé, il engage les dirigeants de l'Union européenne à se remettre au travail en tenant compte des erreurs commises.

Dans la revue qu'il dirige, le *Weekly Standard*, l'éditorialiste néo-conservateur, William Kristol, se réjouit pour sa part du double refus du TCE : il s'agit d'une gifle pour les élites européennes et donc pour Jacques Chirac. Les différends qui ont pu opposer les élites libérales européennes et le président gaulliste depuis son duel avec Édouard Balladur semblent avoir échappé à la sagacité de l'auteur. Il livre également à ses lecteurs une vision aberrante du débat pré-référendaire. Selon lui en votant non, Français et Néerlandais auraient voté contre l'État providence, les « entraves à la croissance », les mauvaises politiques d'immigration et l'antiaméricanisme. Pour répondre aux attentes des électeurs, il ne voit donc qu'un homme : Nicolas Sarkozy ! De la sorte, il parvient donc à la même conclusion que David Ignatius et Jean-Marie Colombani qui, eux, se désolaient du rejet du texte. Tous les chemins mènent à Rome.

C'est, étrangement, dans *Le Monde* que l'ancien conseiller de sécurité nationale en charge des questions européennes, Philip H. Gordon, conteste l'analyse de Kristol. Pourquoi les États-Unis devraient-ils se réjouir du résultat du référendum ? Certes, la politique de Jacques Chirac est désavouée, mais son opposition à George W. Bush est la seule chose qui continue à être appréciée. La politique d'expansion de l'Union européenne vers l'Est, voulue par Washington, va être ralentie et il ne sera pas possible de compter sur les Européens pour « démocratiser » le « Grand Moyen-Orient ». Pour le démocrate, c'est une chance de renforcer l'Europe atlantiste qui s'éloigne.

La grande question qui se pose désormais pour les élites européennes est de trouver un moyen de faire accepter ce que les électeurs ont refusé et de relancer la course de leur conception de la construction européenne.

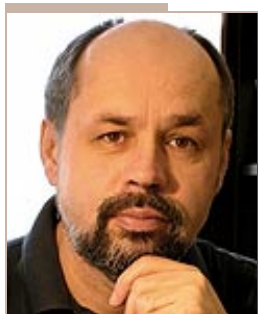
Commentant la sortie de son dernier livre dans une interview à *Die Welt*, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, ne s'alarme pas. Certes, il n'aurait pas fallu faire de référendum sur le TCE en Europe puisqu'on les a perdus, mais il s'agit des hoquets inévitables d'un processus historique et cette construction européenne se poursuivra. Le Commissaire européen au

Commerce, le Britannique Peter Mandelson, est bien plus inquiet. Dans un texte de *The Observer*, repris par le *Taipei Times*, il estime que le malaise entre les Européens et l'Union européenne est profond. Il appelle son ancien chef de gouvernement, Tony Blair, à rassurer les Européens qui craignent une « américanisation » de l'UE. Il n'est pas évident que le Premier ministre britannique, qui occupera la présidence tournante de l'Union à partir du 1er juillet soit la personne la plus indiquée. D'un autre côté, pour l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, les Français ont voté « non » car ils croient à une chimère dont aucun État européen ne veut : l'Europe sociale. Trop longtemps, les élites « européistes » ont déifié l'Europe, faisant croire qu'elle pourrait se charger de résoudre tous les maux et ridiculisant leurs contradicteurs. Si l'Europe doit repartir, cela passe d'abord par l'abandon de cette logique.

L'ancien ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, est un des rares partisans du « non » à pouvoir s'exprimer. Dans *Le Figaro*, il affirme que les Français ont voté non pour préserver leurs droits sociaux, mais aussi leur nation, ce que les élites libérales de droite et de gauche ne peuvent pas accepter. Il renouvelle son appel à une réforme des institutions européennes afin de faire de l'Union européenne un rempart contre la mondialisation. Toutefois, pour l'économiste états-unien Jeremy Rifkin dans *Die Zeit* le refus exprimé en Europe n'est pas tant celui d'une forme d'Europe, mais celui des débordements du capitalisme, des excès que les États-Unis incarnent de façon caricaturale. L'Europe doit construire un contre-modèle.

Réseau Voltaire

Jiri Pehe



Ancien directeur des études sur l'Europe centrale à Freedom House pendant la Guerre froide puis conseiller politique de l'ex-président tchèque Vaclav Havel (1997-1999), Jiri Pehe est analyste politique et directeur de l'université de New York à Prague. Il est membre du

« Pourquoi le non de la France est difficilement acceptable »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Pourquoi le non de la France est difficilement acceptable », par Jiri Pehe, *Le Figaro*, 10 juin 2005.

En Europe centrale, le rejet de la Constitution européenne par les Français est salué par les eurosceptiques, mais la majorité des citoyens est plongée dans l'embarras, voire se sent trahie. En effet, le projet d'intégration européenne est largement une invention française et c'est Valéry Giscard d'Estaing qui a présidé la Convention européenne. Pour les petits États d'Europe, la construction européenne était en quelque sorte une réparation pour tout ce que la France avait raté au cours de la première moitié du XXe siècle : les traités de Versailles et de Munich. L'intégration européenne soutenue par la France visait à dissoudre l'Allemagne dans l'Europe et à la démocratiser. L'intégration européenne sous la houlette de la France a créé un irrésistible modèle de

Conseil d'administration
du Fond américain pour la
République tchèque

prospérité et de démocratie pour tous les Européens qui étaient restés prisonniers derrière le rideau de fer.

C'est pourquoi nous sommes choqués qu'aujourd'hui la France tourne le dos à la construction européenne pour des raisons égoïstes et indignes d'un pays animé d'ambitions globales. Si le référendum sur la Constitution européenne était, à sa manière, un référendum sur l'élargissement de l'UE, il est d'autant plus difficile d'accepter l'égoïsme que dissimule le non français. Au cours des 15 dernières années, les nouveaux pays membres de l'Union européenne se sont imposés des réformes drastiques pour adhérer à l'Union européenne. La France et les autres membres de la « vieille Europe » les ont encouragés dans ce processus, mais ils ont aussi exigé sans pitié qu'ils remplissent les critères d'adhésion. Mais la France refuse de s'imposer à elle-même ces réformes. Vu d'Europe centrale, il semble que le projet européen a perdu de son charme aux yeux des Français lorsqu'ils se sont rendus compte que l'UE élargie ne pourrait plus être capable de cofinancer leur Etat social.

En rejetant la Constitution européenne, les Français ont aussi tourné le dos à l'Allemagne qui éveille toujours des craintes chez beaucoup de Centre-Européens. L'Europe centrale a pleinement le droit de se demander si une telle humiliation de l'Allemagne ne pourrait pas induire un changement de sa politique. Que se passerait-il si l'Allemagne décidait maintenant, à la lumière de sa situation économique et de la gifle française, de réduire ses contributions au budget de l'UE ?

Les nouveaux pays membres qui ont manifesté leur soutien à la Guerre d'Irak ont été humiliés par la France. Mais la plupart des nouveaux membres surmontèrent finalement cette humiliation ; le tandem franco-allemand leur offrait une certaine garantie de trouver la prospérité et la sécurité dans l'Europe unifiée, et ce, grâce au projet de Constitution européenne. La France a montré que ses propres intérêts sont plus importants que les intérêts européens. Surmonter cette déception sera très difficile.

Aleksander Smolar



Aleksander Smolar est président de la Fondation Stefar Batory (l'antenne polonaise de la fondation Soros), Chargé de recherche au CNRS, il a été le conseiller spécial de Tadeuz Mazowiecki, premier chef de gouvernement de l'ère post-communiste en Pologne.

« L'Europe a un grand avenir devant elle »

Source : Die Tageszeitung (Allemagne)

Référence : « Die EU hat eine große Zukunft vor sich », par Aleksander Smolar, *Die Tageszeitung*, 9 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La Constitution dans sa forme actuelle ne peut plus être sauvée. Un nouveau référendum au Pays-bas ou en France est impensable. C'est arrivé pour Maastricht, pour des traités que l'on peut modifier individuellement mais un nouveau référendum serait une farce. La suspension du référendum au Royaume-Uni correspond presque à un troisième « non », elle renforce l'effet domino sans être un véritable non. Nous devons aussi compter sur un non danois et un non luxembourgeois. **Tony Blair** ne veut pas associer sa carrière politique à la Constitution, c'est pour cela qu'il rejette toute la faute sur les Français et les Hollandais. Vraisemblablement, une majorité d'anglais auraient

aussi dit non, les derniers sondages donnaient 70 %. Désormais, Blair ne peut plus être tenu pour responsable du non. Sur le plan de la politique intérieure c'est bien joué, pour l'Europe, politiquement c'est un fiasco. Une poursuite du processus de ratification ne ferait que prolonger l'agonie. Un pessimisme grandissant, c'est la dernière chose dont nous avons besoin, l'euro est déjà remis en question par certains.

Le sommet européen de la semaine prochaine pourrait servir à dédramatiser la situation en divisant cette Constitution, ce qui lui ferait perdre son statut de Constitution. La plus grosse faute a été d'appeler ce travail « Constitution ». Cette appellation pompeuse a induit les citoyens en erreur. Ils pensaient devoir accepter un État européen, ce qui n'est pas le cas. Les Français ont voté contre cette Constitution car ils la trouvent trop libérale, les Hollandais car ils la trouvent trop peu libérale, trop bureaucratique et trop protectionniste. Les deux sociétés ont peur d'une immigration démesurée. Pour sortir de cette situation, il faut une décision rapide, la confiance en l'Union européenne et en l'euro ne doit pas sombrer, cela provoquerait l'instabilité.

Après avoir concentré le texte sur ses éléments constitutionnels, un référendum général européen pourrait renforcer la pensée européenne et mobiliser les gens. Une autre solution serait pour les politiciens de reconnaître l'erreur qu'ils ont commise en appelant ce traité « constitution ». Une pause pour l'été et un découpage en deux ou trois parties du texte permettrait de le voter comme les traités européens normaux, dans les parlements. Les Français et les Hollandais ont dit non pour des raisons qui rendent tout compromis impossible et qui ne sont pas d'ordre constitutionnel. Cela n'a pas de sens de faire voter les autres nations sur quelque chose qui ne sera jamais mis en place. Il serait fatal de se résigner et de laisser les choses continuer ainsi. Il nous faut une dynamique et une volonté politique affirmée. L'Union européenne a encore un grand avenir devant elle. Nous devons simplement y croire, sinon il ne se concrétisera pas.

William Kristol



William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

« Une nouvelle Europe ? »

Source : *Weekly Standard* (États-Unis)

Référence : « A New Europe ? », par William Kristol, *Weekly Standard*, 6 juin 2005.

Face à un ancien régime arrogant, un vent de démocratie peut être libérateur. Ce n'est pas vrai qu'au Moyen-Orient. Quel qu'ait été le résultat du référendum français et néerlandais, le débat sur le Traité constitutionnel européen et la possibilité d'un vote « non » a déjà été une expérience libératrice pour les Européens.

Laissons de côté les douteux mérites de ce texte que même le traditionnellement pro-européen *The Economist* dénonce pour son caractère centralisateur. De toute façon, le débat n'a pas porté là dessus mais sur la confiance aux élites. Pour un Américain, il est difficile de concevoir à quel point les élites européennes sont hors sujet. A titre d'exemple, rappelons que Valéry Giscard d'Estaing a affirmé que sa constitution de 448 articles opaques était totalement lisible ! Le ministre hollandais des Affaires européennes, un partisan du texte a

quand même reconnu de son côté que trop de décision concernant l'Europe avaient été prises sans consulter la population.

Les référendums ont permis d'ouvrir le débat sur la faillite de l'État providence européen, sur les entraves à la croissance et à la mobilité, les échecs des politiques d'immigration, l'antiaméricanisme européen et l'inaction de l'union européenne pour promouvoir la démocratie et la liberté dans le monde.

L'Europe est actuellement comparable aux États-Unis au début des années 90, la période juste avant que **Rudolph Giuliani**, **Bill Clinton** et **Newt Gingrich** ne remettent les choses en place dans la vie politique états-unienne. Aujourd'hui, ce renouveau politique européen attendu s'incarne en **Nicolas Sarkozy** et dans d'autres dirigeants néo-conservateurs et néo-libéraux européens.

Le non offre la possibilité d'un nouvel espoir en Europe. *Vive la France !* [1]

[1] En Français dans le texte.

Philip H. Gordon



Philip H. Gordon est chercheur à la Brookings Institution à Washington. Il est ancien directeur des affaires européennes du National Security Council et consultant à la Rand Corporation. Il est coauteur de *Allies at War : America, Europe and the Crisis Over Iraq*.

« Les néo-conservateurs américains auront des surprises »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Les néo-conservateurs américains auront des surprises », par Philip Gordon, *Le Monde*, 6 juin 2005.

L'humiliante défaite de **Jacques Chirac** a satisfait bon nombre d'américain. **William Kristol** a crié « Vive la France ! » et **Radek Sikorski**, de l'**American Enterprise Institute**, a estimé que ce résultat était positif pour les relations transatlantiques car il affaiblissait le plus anti-américains des dirigeants européens. Les réactions officielles ont été beaucoup plus contenues, mais il est sûr que quelques officiels, au moins au Pentagone et dans le bureau du vice-président, sourient face à l'état de confusion régnant en France. Toutefois, les Américains devraient contenir les applaudissements qu'ils pourraient bientôt regretter. Ils les regretteront lorsqu'ils se rendront compte que les 55 % des Français qui ont rejeté Chirac et la Constitution l'ont fait avec des motivations presque opposées à celles des Américains qui les ont applaudis. Le refus français pourrait annoncer non pas un réchauffement mais un éloignement transatlantique. La raison principale de la colère récente des Américains envers Chirac, son opposition à la Guerre en Irak, n'a aucun lien avec sa défaite. Au contraire, l'opposition de Jacques Chirac à **George W. Bush** est la dernière qualité que les Français trouvent à leur président. La nomination de **Dominique de Villepin** au poste de Premier ministre devrait dissiper les illusions à Washington. Certes, les dirigeants anti-guerre, Jacques Chirac et **Gerhard Schröder**, voient leur côté de popularité décliner, mais c'est aussi le cas des dirigeants pro guerre, **José-Maria Aznar**, **Silvio Berlusconi** et **Tony Blair**, les derniers 18 mois. On avait assisté à un réchauffement des relations entre Washington et Paris suite à l'offensive de charme de la nouvelle administration

Bush mais l'arrivée de Dominique de Villepin à Matignon va y mettre un terme. Le message des Français ne concernent pas la politique étrangère, elle concerne l'économie. Et contrairement à ce que souhaiteraient les Américains, les Français ne sont certainement pas lassés par les régulations excessives, les impôts trop élevés et le protectionnisme. Si de Villepin écoute vraiment les revendications des électeurs, il y aura donc plus de régulations. En outre, autre mauvaise nouvelle, ce rejet du traité va conduire à une période d'incertitude dans les relations transatlantiques. Quand les États-Unis voudront le soutien de l'Europe sur les questions du monde, ils les trouveront occupés à travailler sur l'avenir institutionnel de l'union européenne. Enfin, il faut considérer l'impact du non sur un autre des objectifs- clés des Américains en Europe : l'élargissement de l'UE vers une inclusion des amis et alliés des Etats-Unis en Europe de l'Est et, un jour, de la Turquie. La victoire du non crée un énorme contretemps aux perspectives de l'Union de continuer à étendre la prospérité et la stabilité de la démocratie vers l'Est. Les États-Unis doivent admettre que le rejet de ce texte est un échec pour les États-Unis.

Joschka Fischer



Joschka Fischer est ministre vert allemand des Affaires étrangères.

« Pour moi le monde ne va pas s'écrouler »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Für mich wird die Welt nicht untergehen », par Joschka Fischer, *Die Welt*, 10 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Dans mon nouveau livre *Le retour de l'Histoire*, j'essaye de comprendre ce qui a commencé avec la fin de la Guerre froide. Ce n'est pas seulement la fin du système de Yalta mais la fin du système d'État qui est apparu en 1648 dans sa version moderne en Europe. C'est ce qui m'a intéressé, j'y ai aussi mêlé mes impressions tirées de l'expérience pratique de ministre des Affaires étrangères. C'est aussi une réponse à la vision de la Guerre froide et de la « fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama. Mon sentiment est que l'Histoire fait son retour. Les récents événements en Europe en sont la preuve et le rejet de la Constitution va encore nous le prouver. La route est longue et sinueuse et nous ne pouvons pas sortir de l'Histoire. Ce livre n'est pas un point final, c'est une tentative de tracer les grandes lignes qui régissent le système international qui s'adresse aux gens concernés par la politique étrangère. Je vais me battre pour continuer à exercer mes fonctions. Rien n'est joué tant que le coup de sifflet final n'a pas retenti.

Nous avons ratifié la Constitution en Allemagne ainsi que dans neuf autres pays mais nous avons besoin de l'unanimité. J'étais critique quant à l'instrument référendaire mais ces débats sont clos. Nous devons analyser clairement les conséquences. Il me paraît clair que l'on projette beaucoup de choses sur l'Europe qui appartiennent à la politique intérieure ou qui découlent de la globalisation. Nous n'arrivons pas à accepter le fait qu'il s'agit d'une réunification de l'Europe que nous n'avons pas choisie mais qui a été définie par

les évènements de 1989-1990. Les Européens ont parfois besoin de crises qu'ils parviennent à résoudre. Je me bats pour que les élections se passent bien, je serais un âne si je pensais à autre chose. Les sondages ne sont pas favorables en ce moment mais je n'ai aucune raison de me résigner, au contraire.

Peter Mandelson



Peter Mandelson est ancien ministre britannique du Commerce, ancien député travailliste d'Hartlepool et ancien président de Policy Network, un groupe de réflexion européen. Il est commissaire européen au Commerce dans la Commission de José Manuel Barroso.

« Aujourd'hui, il est temps de transformer le désespoir en opportunité »

Source : Taipei Times (Taiwan)

, The Observer (Royaume-Uni)

Référence : « Now is the time to turn despair into opportunity », par Peter Mandelson, *The Observer*, 5 juin 2005.

« Finding a way forward out of constitutional wreckage », *Taipei Times*, 7 juin 2005.

Les peuples de France et de Hollande ont parlé, les politiciens européens doivent réfléchir. Le « non » avait de nombreux motifs mais le constat est clair : il y a un désenchantement vis-à-vis de l'Union européenne. L'Europe prête trop facilement le flanc aux critiques. Cela a créé un cercle vicieux dans lequel se sont engouffrés des politiciens se disant pro-européens mais menant des attaques populistes contre Bruxelles. Jacques Chirac a commis l'erreur également d'imputer à l'Europe ses problèmes politiques sans en vanter aussi les avantages.

Toutefois, très peu d'électeurs ont voté contre l'intégration européenne. Ce n'est pas à cause de ses propositions institutionnelles que le texte a été rejeté.

L'Union européenne et la paix et les libertés qu'elle apporte sont considérées comme des acquis, cela a joué également. Aujourd'hui cependant, le traité est compromis et il faut réfléchir au prochain sommet européen. Les réformes institutionnelles prévues dans le texte pourraient rendre l'Union européenne plus efficace. Il faut préparer le moment où les populations seront prêtes à les accepter.

La présidence britannique devra travailler pour faire du « non » français et néerlandais un « oui » à une nouvelle Europe. Le défi est délicat face aux forces populistes. Il faudra faire comprendre que les réformes nécessaires n'ont pas pour but d'américaniser l'Europe. C'est à cette tâche que doit s'atteler Tony Blair en prenant la présidence de l'Union européenne.

Hubert Védrine



Ancien porte-parole de François Mitterrand (1988-1991) puis secrétaire général de l'Élysée (1991-1995), Hubert Védrine est ancien ministre des Affaires étrangères français (1997-2002). Il est président de l'Institut François Mitterrand.

« Sortir du dogme européiste »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Sortir du dogme européiste », par Hubert Védrine, *Le Monde*, 8 juin 2005.

Cette insurrection électorale annoncée, ce Mai 68 à froid, nous oblige à affronter des questions interdites dans nos politiques économique, sociale et européenne. Quelles sont les causes du rejet du traité constitutionnel ? Quelles suites aura-t-il ? Comment agir, maintenant ?

Plus que des problèmes nationaux ou politiques, le résultat du vote est venu d'un rejet de la construction bureaucratique d'un marché unique. Les mots « intégration politique », Graal pour certains, sonnaient comme une menace pour d'autres. L'élargissement a été asséné à la population de l'union européenne comme une dette morale non discutable. La mise en concurrence généralisée alors que la France n'arrive pas à faire baisser son chômage a été fatale. Le fait de baptiser ce traité « constitution » a encore exacerbé les attentes et les craintes. Enfin, bien sûr, le contexte de politique intérieure française, le sentiment de n'avoir été ni compris ni écouté, les péripéties de campagne et la démagogie des non. Au bout du compte : 15 422 000 voix pour le non. Bientôt suivis par 62 % des électeurs néerlandais et par le gel britannique de son propre référendum, ce qui confirme qu'il n'y a pas un problème français mais européen.

Les Français ne sont pas devenus anti-européens, ils ressentent toutefois un malaise sur l'Europe. Ce qui a tout envenimé, c'est plutôt cet acharnement à ridiculiser tout sentiment patriotique et à présenter comme de la xénophobie toute inquiétude sur l'élargissement. Toutes les critiques ont été balayées avec mépris. C'est tout cela qui, avec l'insécurité sociale, l'insécurité identitaire, le sentiment de dépossession démocratique, a fermé les issues et poussé les Français à frapper aussi fort. Le paradoxe est que les rédacteurs du Traité constitutionnel européen (TCE) pensaient avoir trouvé un bon compromis. C'est ce que je pense aussi. L'avenir confirmera que les Français restent disponibles pour un projet européen, pour peu qu'il soit raisonnablement reformulé.

La question sociale soulevée par ce vote est plus problématique. Il n'y aura jamais d'unanimité ni même de majorité en Europe permettant de garantir le modèle social français, moins encore pour le généraliser. Ce modèle n'en est plus un compte tenu du chômage qu'il génère. Or, c'est au nom de l'« Europe sociale » que beaucoup d'électeurs de gauche sont devenus pro-européens. Et c'est dans l'espoir de la relancer que beaucoup d'entre eux ont voté non.

Surmonter ces contradictions est une obligation très sérieuse pour la gauche. Aujourd'hui, continuer la ratification n'a plus de sens : en droit international, des pays, quel que soit leur nombre, ne peuvent imposer un traité à un pays qui l'a rejeté. Après deux votes négatifs, tout cela n'a plus de sens. Faire revoter la France sur le même texte n'aurait pas de sens et renégocier est peu vraisemblable. En outre, si une renégociation avait lieu, rien ne dit qu'elle serait à notre avantage. Le traité de Nice va continuer à s'appliquer, complété par quelques dispositions, peut-être enrichi par des coopérations renforcées. Sur le

volet social, si l'on veut préserver les acquis européens et éviter que tout se détricote, il est urgent d'abandonner explicitement la logomachie déresponsabilisante et anxiogène de l'intégration européenne sans fin. Il faut oublier également la question des États-Unis d'Europe et revenir à la fédération d'États-nations. Il faut libérer le projet européen du dogme européiste. Nous ne devons plus, comme depuis trop d'années, tout attendre ou tout redouter de l'Europe.

Il faut doter l'Union européenne d'une politique économique et de projets. Sur le plan social, il est temps de redire que, s'il est important de parvenir à une harmonisation européenne générale sur les grandes lignes et que les Vingt-Cinq adoptent à l'OMC des positions plus combatives, « à l'américaine », le cadre pertinent de la politique sociale demeure l'État-nation.

Jean-Pierre Chevènement



Jean-Pierre Chevènement est maire de Belfort et président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen. Il a été ministre de la Défense du gouvernement de Michel Rocard (1988-1991) et ministre de l'Intérieur de celui de Lionel Jospin (1997-2000).

« Un non, porteur d'avenir »

Source : Libération (France)

Référence : « Un non, porteur d'avenir », par Jean-Pierre Chevènement, *Libération*, 9 juin 2005.

Valéry Giscard d'Estaing a raconté que quand il avait remis le texte du Traité constitutionnel européen (TCE) à Silvio Berlusconi, celui-ci l'avait utilisé pour tuer une mouche et avait dit "Au moins cette Constitution aura-t-elle servi à quelque chose !". Cette anecdote prend aujourd'hui toute sa saveur. Jacques Chirac m'a dit un jour que ce texte était moins une constitution qu'un règlement intérieur. Dans ce cas, pourquoi l'avoir baptisé "Constitution" ?

Ce qui a été rejeté à travers la Constitution, c'est la prétention à "constitutionnaliser" au nom d'un "peuple européen" qui n'existe pas, un corps de règles paralysantes qui ont installé en Europe un chômage de masse et dont les peuples réellement existants ne veulent pas. La seule attitude réaliste est de modifier ce qui dans ce texte fait obstacle à une relance keynésienne à l'échelle européenne. Mais la droite comme le Parti socialiste entendent que le processus de ratification de la Constitution se poursuive comme avant. Aujourd'hui, le peuple et les élites coalisés se regardent en chien de faïence et au cœur de l'incompréhension, il y a la nation. Les élites veulent dépouiller, pour leur bien, le peuple de sa souveraineté nationale et n'entendent rien changer à leur politique. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment traduire le formidable signe de santé que vient de donner notre peuple dans un système politique dont la fonction est d'étouffer sa volonté. Ce qui n'a pas été possible en 2002 le sera-t-il en 2007 ?

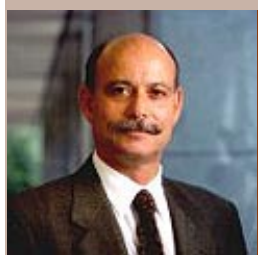
La gauche est aujourd'hui dans le même état qu'en 1969. Elle n'a toujours rien compris. Hier, elle s'accrochait à la "troisième force", aujourd'hui au "social-libéralisme". Elle a choisi de traiter le rejet de la Constitution comme une simple péripétie : nulle autocritique de cette direction mise en place en 1998 et qui s'accroche à sa ligne sociale-libérale. En 2002, elle a imputé son échec électoral à Chevènement, aujourd'hui à Fabius. La recherche d'un bouc

émissaire permet de cimenter l'unité de la tribu. Elle dispense de s'interroger sur ses responsabilités. C'est le sens du conseil national pénitentiaire du PS du 4 juin.

Il faut repenser la gauche et pour cela il faut repenser l'Europe. Comme l'a dit **Robin Cook**, il faut en faire une protection contre la mondialisation. C'est toute la gauche qui doit se réorganiser pour se mettre à la hauteur des défis qui l'attendent en 2007. Rien ne viendra du PS laissé à lui-même. Il est impensable qu'il présente en 2007 un candidat qui se serait prononcé pour le oui s'il veut reconquérir l'électorat populaire. La gauche doit pour cela rompre avec le réflexe conditionné, mais myope, qui trop souvent la conduit à opposer la nation et l'Europe. Celle-ci doit se bâtir dans le prolongement des nations démocratiques.

Dans l'immédiat, il faut relancer économiquement la zone euro. Cela devrait être à l'ordre du jour du conseil européen du 16 et 17 juin. Il faut renforcer l'Eurogroupe et revoir les statuts de la Banque centrale européenne. Il faut construire un « gouvernement économique ». Cette révolution copernicienne permettra de faire surgir l'acteur européen stratégique dont nous avons besoin en tous domaines.

Jeremy Rifkin



Expert influent en économie et en relations internationales, Jeremy Rifkin est le président et fondateur de la Foundation on Economic Trends. C'est un partisan du développement de l'Hydrogène comme source énergétique. Il est l'auteur de nombreux best-sellers économiques tels *La Fin du travail*, *Le siècle biotech*, *L'économie hydrogène* ou *Le rêve européen*.

« Europe, nous avons besoin de toi »

Source : Die Zeit (Allemagne)

Référence : « Europa, wir brauchen dich », par Jeremy Rifkin, *Die Zeit*, 9 juin 2005.

Après le rejet par les Français et les Hollandais de la Constitution, l'Europe connaît une crise de sens à cause de la situation économique menaçante au niveau national et européen. Les conservateurs pensent que la seule issue est de supprimer les subventions, avantages et aides sociales qui ont fait depuis des siècles la conception de européenne de la vie en commun dans une société solidaire. Pour eux, l'Europe sera florissante si on libère le marché de ses contraintes et si on favorise la concurrence. Les socialistes affirment que le modèle anglo-américain de marché sauvage, qui ne connaît qu'un vainqueur, ne fait que rendre les riches plus riches et donne un modèle écrasant de société d'exploitation.

Pour moi, les débats actuels sur la Constitution concernent en fait l'avenir du capitalisme. Toujours plus d'Européens se demandent lequel, du modèle de marché libéral ou social, est le meilleur. Lors des référendums en France et en Hollande, les gens ont exprimé leurs préférences, peurs et espoirs économiques. Cela me rappelle l'époque où il y a 20 ans **Mikhaïl Gorbatchev** voulait sauver la vision soviétique par une réévaluation critique de l'expérience communiste. D'après moi, la situation est glauque : alors que les profits des entreprises augmentent partout dans le monde, la situation économique est pire que dans les années 90 pour 89 pays. Au lieu de réduire le fossé entre pays riches et pays pauvres, le capitalisme au contraire le creuse. Les biens des 356 familles les plus riches sont équivalents au revenu annuel de 46 % de la population mondiale. Les 3 personnes les plus riches (Bill Gates, Warren Buffet et les Waltons de

Wall-Mart) possèdent ensemble plus que les revenus annuels des 940 millions de personnes les plus pauvres de la planète. Les penseurs du capitalisme voulaient les intégrer dans le village global mais un tiers de l'humanité n'a toujours pas d'électricité et est économiquement isolée. La biosphère est en danger, le terrorisme menace le monde, la corruption règne.

Les néo-conservateurs avaient attaqué la centralisation du pouvoir à la tête de l'immense bureaucratie d'État communiste mais ils l'ont remplacé par une concentration du pouvoir aussi centralisée à la tête des 500 entreprises économiques globales qui régissent le monde. La main invisible d'Adam Smith ne permet pas à tout le monde de profiter des fruits de la croissance mais au contraire, un seul gagnant emporte le tout à la fin du jeu. Les États-Unis qui sont le pays au monde qui pratique le capitalisme dans sa forme la plus pure sont aussi le pays qui produit le plus de pauvreté parmi les nations industrialisées. Un écolier sur quatre vit sous le seuil de pauvreté et 20 % de la force de travail adulte américaine est derrière des barreaux, cela représente 25 % du total des prisonniers de la planète. Les forces du capitalisme sont aussi ses faiblesses, nous devons trier le bon grain de l'ivraie. L'imagination du marché pour desservir les intérêts particuliers est presque pathologique. On doit toujours réduire les coûts de production, maximiser les profits et faire augmenter la valeur des actions. Pour survivre, il nous faut un équilibre aristotélicien qui stimule l'esprit d'entreprise du marché mais qui bride aussi sa tendance à concentrer le pouvoir au sommet de la pyramide. Il est de plus en plus évident que, ironie de l'histoire, nous ne devons pas opposer capitalisme et socialisme mais les voir comme deux « mains visibles » complémentaires qui feront la balance entre les intérêts du marché et le sentiment de responsabilité collective. Les débats actuels en Europe risquent de polariser les avis à l'extrême, la force brute du marché est opposée au diktat bureaucratique de l'Etat providence. Aucune des deux visions ne doit détruire le contenu de l'autre. Chacun d'entre nous est l'incarnation de ces deux mentalités. Nous voulons privilégier les intérêts particuliers tout en étant conscients d'avoir une responsabilité vis à vis des concitoyens. Une économie de marché socialement réformée qui respecte ces deux composantes de l'homme serait un modèle et un exemple pour le reste du monde.

Éloge du révisionnisme : un historien récompensé

Les descendants d'esclaves africains et tous ceux qui se disent sensibles à la mémoire de l'esclavage feraient bien de se préoccuper sérieusement de la montée de l'histoire révisionniste, dont Olivier Pétré-Grenouilleau, récompensé le 11 juin 2005 par le prix du livre d'Histoire du Sénat, est le plus beau fleuron français.

A-t-on bien lu le livre [1] de cet universitaire de second choix qui, à point nommé, sort de sa basse Bretagne pour falsifier les chiffres, relativiser la traite atlantique et oser comparer l'esclavage en Orient du VIIe siècle au crime raciste organisé des Lumières ? Rien de bien nouveau dans cette apologie caractérisée de la traite négrière. Elle ne fait qu'illustrer l'argument de Voltaire pour justifier l'esclavage des Africains : « *Un peuple qui se donne des maîtres était né pour en avoir* ».

Aveuglé par son racisme, monsieur Pétré-Grenouilleau, qui n'est ni orientaliste ni africaniste, s'appuie essentiellement sur quelques archives privées des familles négrières qu'il défend et sur des travaux anglo-saxons, notamment ceux de Patrick Manning qui, du reste, les a reniés depuis.

Tous le monde sait que l'esclavage en Afrique ne saurait être mis en parallèle avec la traite transatlantique. Tout le monde convient que la traite orientale qui a duré treize siècles n'a jamais été numériquement supérieure ni même comparable à la traite transatlantique qui, elle, s'est concentrée sur deux cents ans d'horreur absolue et d'extermination. Les conditions de l'esclavage oriental n'ont jamais été semblables aux plantations des Amériques. Il n'y a jamais eu d'esclavage sans révolte et les esclaves africains n'auraient pas enduré pendant mille ans en Orient ce qu'ils n'ont pas souffert plus de cent cinquante en Haïti. La meilleure preuve : lorsque l'esclavage devient insupportable, dans le sud de la Mésopotamie au IXe siècle, éclate l'une des plus grandes révoltes d'esclaves noirs de l'histoire, celle des Zendj. Du reste, pas de racisme en Orient puisque l'Orient est nègre.

C'est pourtant le contraire qu'affirme Pétré-Grenouilleau, sans être jamais contredit. Et ce qui est nouveau, c'est que le voilà couvert d'éloges. Il est même des béni-oui-oui mélanodermes pour l'approuver. Il est vrai qu'il y eut toujours quelques vendus parmi les Africains et les Antillais, de même qu'il y eut, certes,

des complices pour capturer ou fouetter leurs congénères.

Aujourd'hui, donc, monsieur Pétré-Grenouilleau ment, bidonne, falsifie et insulte les Africains et les Antillais sous un tonnerre d'applaudissements hexagonaux. Personne n'a lu son livre, mais tout le monde le cite comme une référence. Il est invité partout à parler de l'esclavage. Jusqu'où cela ira-t-il ?

A-t-on bien lu l'interview qu'il publie impunément dans le *Journal du Dimanche* du 12 juin 2005 ?

Sans aucune gêne, l'historien révisionniste déclare tout de go que « descendant d'esclaves est une expression à manier avec prudence ». Il va jusqu'à ironiser en laissant entendre que les descendants d'esclaves antillais ne sont peut-être que des descendants de négriers africains. Bien entendu, il remet en cause la loi Taubira qui selon lui prose « problème » en ce qu'elle suppose « *une comparaison avec la Shoah* » et il déclare tout net que « *les traites négrières ne sont pas des génocides* ».

Ne nous laissons pas impressionner par le chœur médiatique qui accompagne le livre de monsieur Pétré-Grenouilleau. Certes, la chose est bien enveloppée sous son étiquette NRF, mais souvenons nous, pour paraphraser Chamfort, qu'il y a des crimes bien habillés comme il y a des criminels très bien vêtus. Et ne soyons pas naïfs : l'harmonie apparente de ces louanges doit être mise au crédit du travail laborieux et chèrement rémunéré de certains laboratoires spécialisés en communication d'influence qui se sont beaucoup démenés, depuis Durban, pour recruter des mercenaires.

Alors, dans l'urgence, simplifions : le livre de monsieur Pétré-Grenouilleau relève purement et simplement des tribunaux sous le chef de racisme et d'apologie de crime contre l'humanité.

Claude Ribbe

Écrivain et philosophe.

[1] *Les Traités négrières, essai d'histoire globale* par Olivier Pétré-Grenouilleau, NRF-Gallimard, 2005.